

Fossiles: la face B de l'économie... pour combien de temps?

La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques 25 (COP25) s'est soldée à la mi-décembre par un nouvel échec alors que le consensus scientifique indique désormais, via le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), que la probabilité du lien entre activité humaine et dérèglement climatique est de 100%. La gouvernance mondiale par les COP est trop lente à agir pour enrayer le scénario du «*business as usual*», qui conduira à une augmentation de la température moyenne d'au moins 3 à 4°C à la fin de ce siècle par rapport à l'époque pré-industrielle. L'Accord de Paris vise un maximum de 2°C, au-delà duquel les conséquences seront incontrôlables et irréversibles, et suppose que les émissions de gaz carbonique (CO2) baissent de deux tiers à l'horizon 2050 et tendent vers zéro en 2070-2080.

Alors, qui pour accélérer le mouvement? La finance jouera un rôle clé pour réduire la consommation d'énergie fossile de manière volontaire pour la première fois de l'histoire. Mark Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre qui pilotera la politique Climat des Nations unies dès fin janvier, est explicite: «les entreprises qui ignorent la crise climatique feront faillite». Aux Etats-Unis, la valeur en bourse des producteurs de charbon a déjà fortement chuté. En Europe, Enel vient de déprécier intégralement ses centrales à charbon, pour 10 milliards d'euros, et la Banque centrale européenne demande aux banques d'évaluer le risque climatique de leurs portefeuilles. La mise en bourse à l'international du géant Aramco a été annulée et la performance boursière du secteur Energie (en pratique

pétrole et gaz) aura été à la traîne toute l'année, malgré un rebond des bourses de 25%, un retour à la confiance sur le cycle économique et des quotas de production Organisation des pays exportateurs de pétrole-Russie prolongés. Quel investisseur prendra aujourd'hui le risque de valoriser des titres pétroliers comme si leurs flux financiers devaient être perpétuels, alors que le flux physique ne le sera pas?

L'équation est simple: les émissions de CO2 doivent baisser. Elles résultent de la combustion des énergies fossiles. Donc le recours aux énergies fossiles doit baisser. Et l'investisseur qui résiste à cette idée s'apparentera au dernier danseur à rester sur la piste... du *Titanic*. Le rendement que lui procuraient ses actions pétrolières se trouvera dans les Utilities, qui ont pris le virage de l'énergie décarbonée (et que les pétroliers, qui en ont encore la surface financière, seraient bien inspirés d'acquiescer), ou dans les Climate Bonds. La croissance que lui procuraient les mineurs de charbon ou les services pétroliers se trouvera dans les entreprises œuvrant à la transition énergétique. En accélérant la ré-allocation du capital dans ce sens, la finance continuera non seulement à remplir son rôle de recherche d'un rendement ajusté du risque optimal mais retrouvera aussi du sens.